La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Octobre 2010 : déficit budgétaire de 4,1 milliards de dollars

Un déficit budgétaire de 4,1 milliards de dollars a été enregistré en octobre 2010, comparativement à un déficit de 3,3 milliards en octobre 2009.

Les revenus budgétaires ont progressé de 0,1 milliard de dollars (0,4 %) sous l'effet de la hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et d'impôt sur le revenu des non-résidents, qui a été compensée en partie par la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et de taxe sur les produits et services (TPS). Les charges de programmes ont augmenté de 0,8 milliard (4,4 %), principalement en raison de paiements de transfert plus élevés. Les frais de la dette publique ont crû de 0,1 milliard.

D'avril à octobre 2010 : déficit budgétaire de 21,5 milliards de dollars

Les sept premiers mois de l'exercice 2010-2011 se sont soldés par un déficit budgétaire de 21,5 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 31,9 milliards pour la même période l'an dernier. Une tranche de plus de 10 milliards de ce déficit de 21,5 milliards est imputable aux mesures prises dans le cadre du Plan d'action économique du Canada, notamment les réductions d'impôt, les mesures liées au programme d'assurance-emploi et le financement de projets d'infrastructure. Les revenus ont augmenté de 7,9 milliards (6,6 %), surtout du fait d'une hausse des rentrées de TPS, d'impôt sur le revenu des particuliers et d'impôt sur le revenu des sociétés. Les charges de programmes ont diminué de 2,9 milliards (2,2 %), principalement sous l'effet de l'aide ponctuelle accordée au secteur de l'automobile en 2009-2010, qui a été partiellement compensée par une hausse des transferts aux autres administrations en 2010-2011. D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont progressé de 0,4 milliard.

Octobre 2010

Un déficit budgétaire de 4,1 milliards de dollars a été enregistré en octobre 2010, comparativement à un déficit de 3,3 milliards en octobre 2009.

Les revenus ont progressé de 0,1 milliard de dollars (0,4 %) pour s'établir à 17,6 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (5,6 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont reculé de 0,2 milliard de dollars (11,4 %), surtout en raison d'une hausse des remboursements par rapport à octobre 2009.
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont bondi de 0,1 milliard de dollars (33,3 %).
- Les taxes et droits d'accise ont rapporté 0,3 milliard de dollars (8,9 %) de moins à cause de la baisse des revenus de TPS. Après avoir crû de 12,0 % en septembre, les rentrées de TPS ont diminué de 0,2 milliard (9,3 %) en octobre. La TPS étant une taxe à la valeur ajoutée, les rentrées nettes qu'elle génère peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre en raison des délais entre le moment où la taxe est payable au gouvernement et

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

celui où les crédits de taxe sur les intrants sont demandés. Les taxes sur l'énergie ont reculé de 26 millions. Les droits de douane à l'importation ont fléchi de 0,1 milliard (31,1 %), surtout en raison de la remise de droits de 0,1 milliard à la société BC Ferries conformément au cadre tarifaire visant les navires; ces deux initiatives ont été annoncées le 1er octobre 2010. Les autres droits et taxes d'accise ont progressé de 15 millions.

- Les revenus de cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 17 millions de dollars (1,9 %).
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont baissé de 0,1 milliard de dollars (3,9 %).

Les charges de programmes ont totalisé 19,2 milliards de dollars en octobre 2010, soit 0,8 milliard (4,4 %) de plus qu'en octobre 2009, ce qui tient à une hausse des paiements de transfert.

Les paiements de transfert ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (5,5 %).

- Les principaux transferts aux particuliers, soit les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,2 milliard (4,2 %). Les prestations aux aînés ont crû de 0,1 milliard (3,4 %). Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 0,1 milliard (7,5 %), principalement en raison d'une journée additionnelle complète de traitement de prestations en octobre 2010 par rapport à octobre 2009. Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, ont progressé de 21 millions (2,0 %).
- Les principaux transferts aux autres administrations, qui englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux programmes sociaux (Transfert canadien en matière de santé et Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada, ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (4,8 %), sous l'effet de la croissance, prévue par la loi, du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et des paiements de péréquation.
- Les autres paiements de transfert ont augmenté de 0,2 milliard de dollars.

Les autres charges de programmes se composent des charges de fonctionnement des sociétés d'État et des ministères et organismes, y compris la Défense nationale, ainsi que des résultats de l'évaluation permanente des passifs de l'État. Ces charges ont crû de 0,2 milliard de dollars (2,3 %) par rapport à l'exercice précédent.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars.

D'avril à octobre 2010

Pour les sept premiers mois de l'exercice 2010-2011, un déficit budgétaire de 21,5 milliards de dollars a été déclaré, comparativement à un déficit de 31,9 milliards pour la même période en 2009-2010. Une tranche de plus de 10 milliards de ce premier montant est attribuable aux mesures prises dans le cadre du Plan d'action économique du Canada.

Les revenus ont progressé de 7,9 milliards de dollars (6,6 %) pour s'établir à 127,7 milliards.

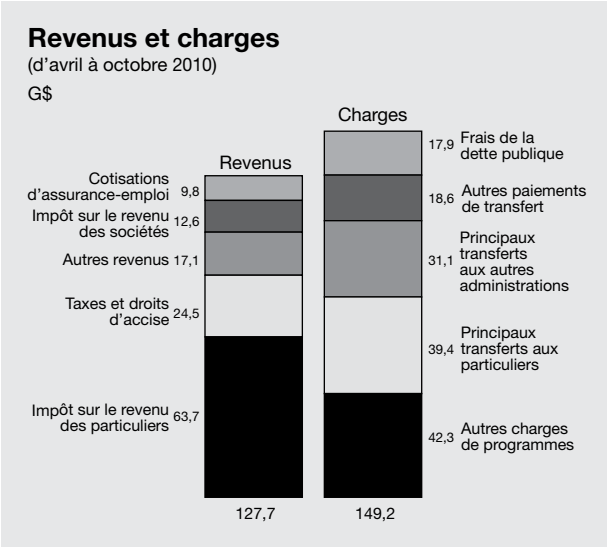
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 2,5 milliards de dollars (4,1 %).
- Les revenus associés à l'impôt des sociétés étaient supérieurs de 1,4 milliard de dollars (12,2 %), par suite d'un recul d'environ 6 % des rentrées qui a été plus que compensé par une baisse d'environ 23 % des remboursements d'impôt.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 0,1 milliard de dollars (4,7 %).
- Les taxes et les droits d'accise ont augmenté de 3,0 milliards de dollars (13,8 %). Les rentrées de TPS ont augmenté de 2,6 milliards (19,2 %), et celles des taxes sur l'énergie, de 0,1 milliard. Les droits de douane à l'importation ont reculé de 0,1 milliard, et les autres taxes et droits d'accise ont progressé de 0,4 milliard.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont crû de 0,5 milliard de dollars (5,3 %), ce qui correspond à peu près à la progression de la rémunération assurable. Le taux de cotisation est demeuré inchangé pour 2009 et 2010, soit 1,73 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus ont enregistré une hausse de 0,7 milliard de dollars (4,7 %).

D'avril à octobre 2010, les charges de programmes ont totalisé 131,4 milliards de dollars, en baisse de 2,9 milliards (2,2 %) par rapport à la même période de l'année précédente, surtout en raison de la diminution des paiements de transfert.

Les paiements de transfert pour la période d'avril à octobre 2010 ont reculé de 3,1 milliards de dollars (3,3 %) par rapport à la même période l'an dernier.

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 0,1 milliard de dollars (0,3 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 0,5 milliard (2,6 %), ce qui reflète la croissance du nombre de personnes âgées et l'évolution des prix à la consommation, auxquels ces prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,7 milliard (5,5 %) en raison de la baisse des prestations régulières versées. Les prestations pour enfants ont connu une hausse de 0,2 milliard, en partie sous l'effet de la bonification du supplément de la Prestation nationale pour enfants et de la Prestation fiscale canadienne pour enfants instaurée en juillet 2009 dans le cadre du Plan d'action économique du Canada.



- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (4,6 %), principalement en conséquence de la croissance, prévue par la loi, du Transfert canadien en matière de santé, ainsi que des paiements ponctuels de protection des transferts aux provinces versés en août 2010 pour empêcher la baisse du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et des transferts de péréquation entre 2009-2010 et 2010-2011.
- Les autres paiements de transfert ont diminué de 4,5 milliards de dollars, surtout en raison de l'aide ponctuelle qui avait été accordée au secteur de l'automobile en 2009-2010.

Les autres charges de programmes ont crû de 0,2 milliard de dollars (0,4 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,4 milliard de dollars (2,1 %).

Besoins financiers de 40,8 milliards de dollars d'avril à octobre 2010

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges du gouvernement étant constatés au moment où ils sont gagnés ou engagées, peu importe le moment où surviennent les rentrées ou les sorties de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu d'un déficit budgétaire de 21,5 milliards de dollars et de besoins financiers de 19,3 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril à octobre de l'exercice 2010-2011 s'est soldée par des besoins financiers de 40,8 milliards, comparativement à des besoins de 58,3 milliards pour la même période en 2009-2010. La baisse des besoins financiers en 2010-2011 découle de l'amélioration du solde budgétaire, d'une réduction des besoins de financement de la Société canadienne d'hypothèques et de logement dans le cadre du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés en raison de la fin, en mars 2010, des achats de blocs de prêts hypothécaires assurés, ainsi que de l'aide ponctuelle accordée à l'industrie automobile en 2009-2010.

Activités nettes de financement en hausse de 21,0 milliards de dollars

L'État a couvert ses besoins financiers de 40,8 milliards de dollars en augmentant la dette contractée sur les marchés de 21,0 milliards et en réduisant ses soldes de trésorerie de 19,8 milliards. L'accroissement de la dette contractée sur les marchés a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables. Le niveau des soldes de trésorerie peut fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre en fonction de divers facteurs, notamment les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt. Les soldes de trésorerie s'élevaient à 5,8 milliards de dollars à la fin d'octobre 2010, soit 15,6 milliards de moins qu'à la fin d'octobre 2009.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Octobre		Avril à octobre	
	2009	2010	2009-2010	2010-2011
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	17 534	17 597	119 831	127 705
Charges				
Charges de programmes	-18 400	-19 204	-134 279	-131 384
Frais de la dette publique	-2 438	-2 501	-17 498	-17 865
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-3 304	-4 108	-31 946	-21 544
Opérations non budgétaires	705	2 119	-26 329	-19 304
Ressources ou besoins financiers	-2 599	-1 989	-58 275	-40 848
Variation nette dans les activités de financement	3 930	2 030	34 642	21 028
Variation nette dans l'encaisse	1 331	41	-23 633	-19 820
Encaisse à la fin de la période			21 395	5 804

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus

	Octobre			Avril à octobre		
	2009	2010	Variation	2009-2010	2010-2011	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	9 090	9 600	5,6	61 220	63 733	4,1
Impôt sur le revenu des sociétés	1 665	1 476	-11,4	11 246	12 616	12,2
Impôt sur le revenu des non-résidents	327	436	33,3	2 657	2 533	-4,7
Total des impôts sur le revenu	11 082	11 512	3,9	75 123	78 882	5,0
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 131	1 933	-9,3	13 442	16 020	19,2
Taxes sur l'énergie	519	493	-5,0	3 020	3 083	2,1
Droits de douane à l'importation	289	199	-31,1	2 120	2 026	-4,4
Autres taxes et droits d'accise	434	449	3,5	2 930	3 348	14,3
Total des taxes et droits d'accise	3 373	3 074	-8,9	21 512	24 477	13,8
Total des revenus fiscaux	14 455	14 586	0,9	96 635	103 359	7,0
Cotisations d'assurance-emploi	891	908	1,9	9 299	9 795	5,3
Autres revenus	2 188	2 103	-3,9	13 897	14 551	4,7
Total des revenus	17 534	17 597	0,4	119 831	127 705	6,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Octobre			Avril à octobre		
	2009	2010	Variation	2009-2010	2010-2011	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	2 897	2 995	3,4	20 075	20 596	2,6
Prestations d'assurance-emploi	1 460	1 570	7,5	12 042	11 376	-5,5
Prestations pour enfants	1 046	1 067	2,0	7 198	7 444	3,4
Total	5 403	5 632	4,2	39 315	39 416	0,3
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 081	2 198	5,6	14 444	15 159	5,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	905	932	3,0	6 335	6 521	2,9
Total	2 986	3 130	4,8	20 779	21 680	4,3
Transferts fiscaux	1 280	1 325	3,5	9 631	10 286	6,8
Villes et collectivités du Canada	0	0	s.o.	957	858	-10,3
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-236	-231	-2,1	-1 614	-1 706	5,7
Total	4 030	4 224	4,8	29 753	31 118	4,6
Autres paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire	231	156	-32,5	859	998	16,2
Affaires étrangères et Commerce international	176	146	-17,0	1 566	1 788	14,2
Santé	171	151	-11,7	1 461	1 467	0,4
Ressources humaines et Développement des compétences	232	239	3,0	1 716	2 039	18,8
Affaires indiennes et du Nord canadien	494	648	31,2	3 047	3 332	9,4
Industrie	310	286	-7,7	1 370	1 538	12,3
Autres	747	965	29,2	13 080	7 395	-43,5
Total	2 361	2 591	9,7	23 099	18 557	-19,7
Total des paiements de transfert	11 794	12 447	5,5	92 167	89 091	-3,3
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État	925	993	7,4	5 784	6 105	5,5
Défense	1 667	1 847	10,8	11 059	10 582	-4,3
Tous les autres ministères et organismes	4 014	3 917	-2,4	25 269	25 606	1,3
Total des autres charges de programmes	6 606	6 757	2,3	42 112	42 293	0,4
Total des charges de programmes	18 400	19 204	4,4	134 279	131 384	-2,2
Frais de la dette publique	2 438	2 501	2,6	17 498	17 865	2,1
Total des charges	20 838	21 705	4,2	151 777	149 249	-1,7

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Octobre		Avril à octobre	
	2009	2010	2009-2010	2010-2011
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-3 304	-4 108	-31 946	-21 544
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-522	-189	-1 765	-2 518
Autres activités d'investissement	-1 724	-412	-18 476	-1 680
Régimes de retraite et autres passifs	462	486	4 102	3 164
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	661	782	-15 079	-20 140
Opérations de change	1 534	931	2 943	-745
Amortissement des immobilisations corporelles	294	521	1 946	2 615
Total des autres activités	2 489	2 234	-10 190	-18 270
Total des opérations non budgétaires	705	2 119	-26 329	-19 304
Ressources ou besoins financiers	-2 599	-1 989	-58 275	-40 848

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Octobre		Avril à octobre	
	2009	2010	2009-2010	2010-2011
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers	-2 599	-1 989	-58 275	-40 848
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	3 751	3 004	40 822	26 650
Bons du Trésor	400	-900	1 100	-6 100
Titres au détail	-48	-30	-108	-367
Autres	0	0	-67	-390
Total	4 103	2 074	41 747	19 793
Emprunts en devises	-600	-175	-2 712	36
Total	3 503	1 899	39 035	19 829
Réévaluation de swaps de devises	537	-1	-3 934	668
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-126	134	-389	612
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	16	-2	-70	-81
Variation nette dans les activités de financement	3 930	2 030	34 642	21 028
Variation dans l'encaisse	1 331	41	-23 633	-19 820

Nota – Les chiffres ayant été arrondis leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6
État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2010	31 octobre 2010	Variation
		(M$)	
Passif	120 525	101 102	-19 423
Créditeurs et charges à payer			
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	367 962	394 612	26 650
Bons du Trésor	175 849	169 749	-6 100
Titres au détail	11 855	11 488	-367
Autres	452	62	-390
Total partiel	556 118	575 911	19 793
Payable en devises	8 243	8 279	36
Compte de réévaluation de swaps de devises	-4 233	-3 565	668
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-5 092	-4 480	612
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4 090	4 009	-81
Total de la dette non échue	559 126	580 154	21 028
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	142 843	144 572	1 729
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	54 227	55 831	1 604
Autres passifs	6 587	6 418	-169
Total des régimes de retraite et autres passifs	203 657	206 821	3 164
Total de la dette portant intérêt	762 783	786 975	24 192
Total du passif	883 308	888 077	4 769
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	101 205	82 102	-19 103
Comptes d'opérations de change	46 950	47 695	745
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	152 681	154 877	2 196
Total des actifs financiers	300 836	284 674	-16 162
Dette nette	582 472	603 403	20 931
Actifs non financiers	63 375	63 278	-97
Dette fédérale (déficit accumulé)	519 097	540 125	21 028

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Inclut 516 millions de dollars de revenus déclarés par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État et consignés dans les résultats étendus de 2010-2011.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Doug Nevison au 613-995-6391.
This publication is also available in English.
Décembre 2010